

CITIZEN

NUCLÉAIRE

Les leçons de Fukushima

Greenpeace/woxx

La catastrophe de Fukushima montrent que des millions de personnes sont exposées au danger du nucléaire.

Greenpeace a présenté ce mercredi « Les leçons de Fukushima », un nouveau rapport qui montre que ce n'est pas seulement une catastrophe naturelle qui a conduit à la catastrophe nucléaire à la centrale de Fukushima Daiichi au Japon, mais les échecs à la fois du gouvernement japonais, des régulateurs et de l'industrie nucléaire.

Bien que la tragédie du 11 mars ait été déclenchée par un tremblement de terre et un tsunami, la catastrophe de Fukushima a finalement été causée par l'attitude des autorités japonaises qui ont choisi d'ignorer les risques et d'accorder la priorité aux affaires plutôt qu'à la sécurité.

Greenpeace a commandé au Dr David Boilley, physicien nucléaire qui préside le laboratoire français indépendant ACRO, au Dr David McNeill, correspondant au Japon pour «La chronique de l'enseignement supérieur», et à Arnie Gundersen, un ingénieur nucléaire, d'écrire un rapport portant sur « Les leçons de Fukushima ».

Les autorités japonaises et les exploitants de la centrale de Fukushima avaient complètement tort relativement aux hypothèses émises à propos des risques de survenue d'un accident grave. Les risques réels étaient connus, mais sous-estimés et ignorés.

Même si le Japon est considéré comme l'un des pays au monde les mieux préparés pour le traitement des catastrophes majeures, dans la réalité, la catastrophe nucléaire s'est révélée être bien pire que ce qui était prévu. Face à l'urgence, les plans d'évacuation ont totalement échoué.

Protéger les profits

Des centaines de milliers de personnes ont été profondément affectées par les évacuations afin d'échapper à la contamination radioactive. Elles ne peuvent pas reconstruire leur vie en raison d'un manque de soutien et de compensation financière. Pourtant, le Japon est un des trois seuls pays avec une loi rendant l'exploitant nucléaire responsable de la totalité

des coûts d'une catastrophe. Mais les régimes de responsabilité et d'indemnisation prévues par la loi demeurent inadéquats.

Cette catastrophe est arrivée parce que les institutions ont préféré protéger les profits de l'industrie nucléaire plutôt que les personnes. Plus grave encore, les autorités ont imprudemment fait pression pour redémarrer de manière précipitée les réacteurs.

Le nucléaire sûr n'existe pas. C'est pourquoi l'énergie nucléaire doit être progressivement éliminée et remplacée par des investissements judicieux dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Cette approche permettra de créer des millions d'emplois durables et de s'assurer que les personnes n'auront plus jamais à souffrir des retombées radioactives d'une catastrophe pourtant évitable.

Greenpeace exhorte le gouvernement japonais de ne pas redémarrer ses centrales nucléaires, d'être en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, et de sortir de l'énergie nucléaire d'ici 2035.

Mais les gouvernements européens doivent également tirer les leçons de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Les premiers résultats des tests de résistance montrent que toutes les centrales nucléaires européennes ont des points faibles et qu'une catastrophe majeure n'est pas à exclure en Europe. Un point important n'est d'ailleurs pas analysé dans le cadre des tests de résistance : les plans d'urgence externes. L'opacité des procédures à suivre en cas d'accident nucléaire laisse la population concernée totalement désarmée face à une situation critique. Les Plans Particuliers d'Intervention (PPI), qui ne sont pas les mêmes selon les types d'installations et les zones géographiques, modifient les procédures à appliquer suivant la distance du site. Elles sont ridiculement réduites au-delà de dix kilomètres. Or Fukushima et Tchernobyl nous ont douloureusement fait la démonstration qu'en cas d'accident la contamination s'étend bien au-delà. Greenpeace exige des gouvernements européens d'inclure une analyse approfondie des plans d'urgence externes comme 3e volet dans le cadre des tests de résistance.

TABLE RONDE

Table ronde de l'hebdomadaire woxx
en coopération avec RTL Radio Lëtzebuerg
et le soutien de l'ASTI



Fir d'Liewe léieren?

La réforme scolaire sous le feu des critiques

Loin des détails techniques, nous voulons jeter un regard sur les questions de société qui se posent dans le contexte de la réforme. Pourquoi y a-t-il tant d'opposition aux tentatives de réforme dans l'enseignement, particulièrement au secondaire classique ? Les élèves sont-ils devenus conservateurs et les profs corporatistes ? Ne faut-il pas repenser le modèle scolaire luxembourgeois face aux problèmes que soulève le fonctionnement actuel de l'école - décrochage scolaire fréquent, inégalité des chances entre enfants luxembourghophones et autres, mal-orientation professionnelle ? Quel rôle doivent jouer l'école et les enseignant-e-s dans l'éducation moderne ?

Ces questions seront au centre du débat auquel participeront :

Mady Delvaux-Stehres,
ministre de l'Education nationale

Marc Fischbach,
ancien ministre de l'Education nationale, ancien Médiateur

Guy Foetz,
vice-président SEW, professeur d'enseignement secondaire

Michel Pauly,
professeur d'histoire à l'Université du Luxembourg, ancien professeur d'enseignement secondaire

Exit 07, Carré Rotondes, mardi 6 mars à 19h

Débat en luxembourgeois, service de traduction orale directe par l'Agence Interculturelle de l'ASTI asbl.

